

*Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation*

Je pense que ceci illustre très bien que les gens qui ne représentent pas des régions forestières sont très peu au courant du dossier. Il n'est pas possible d'affirmer que les provinces sont contre lorsqu'une déclaration du ministre du Commerce du Québec dit que c'est une entente éminemment importante, à la fois dans son contenu, à la fois aussi pour la souveraineté du Québec. Il me fait plaisir de citer la déclaration de M. MacDonald du gouvernement du Québec qui n'est certainement pas contre l'entente, monsieur le Président. Je cite: «Je voudrais établir un parallèle qui semble parfois mal compris sur les différences dont a parlé M<sup>me</sup> Carney. Nous parlons ici de surveillance. Tout actionnaire d'une entreprise reçoit un état financier chaque année. Il peut l'examiner, il peut suivre ce qui se passe en l'étudiant. Dans le système qui aura été mis en place, si la décision compensatrice avait été prise, les États-Unis auraient pu envoyer périodiquement chez nous une équipe de vérificateurs internes. Voilà qui est très différent du fait que nous produisons pour nous-mêmes des statistiques, que nous mettons ensuite à la disposition de tous les intéressés. Si les Américains veulent examiner ces chiffres, ils n'ont qu'à le faire. Mais aucune équipe de vérificateurs internes ne viendra se promener à notre ministère des Forêts.»

Cela veut dire, monsieur le Président, que même le parti libéral du Canada aura accès aux statistiques publiées par les gouvernements canadiens.

Il est bon de signaler que l'Opposition officielle, représentée en grande partie en tout cas par les intervenants que j'ai pu entendre jusqu'à aujourd'hui, est représentée par des circonscriptions essentiellement urbaines. Je n'ai pas l'impression que le député d'Ottawa—Vanier (M. Gauthier) a beaucoup d'activités forestières dans sa circonscription.

Il me fait donc plaisir de vous lire un extrait de l'éditorial de M. Michel Roy, qui, je pense, est un des éditorialistes les plus objectifs au Canada, qui décrit bien, monsieur le Président, encore mieux que j'aurais pu le faire, les principes qui animent les représentants du parti libéral dans leurs élans démagogiques à peu près sur tous les sujets.

Et ce dossier-là, relié à la forêt, illustre bien la confusion qui règne dans le parti libéral, monsieur le Président. Et j'aurai l'occasion dans quelques minutes de parler de la confusion économique des libéraux, de la confusion constitutionnelle des libéraux et aussi de la confusion concernant la défense nationale des libéraux. Trois dossiers où c'est un parti totalement mêlé et en qui les Canadiens ne peuvent pas avoir confiance.

Pour revenir particulièrement au débat sur ce projet de loi, M. Roy soulignait ceci et je cite:

«L'Opposition dont le langage excessif caricature grossièrement un dossier très préoccupant pour l'avenir de l'économie canadienne ne sera pas prise au sérieux par les citoyens qui connaissent la vérité. Et ses critiques ne seront pas davantage écoutées par les Canadiens qui savent que le parti libéral n'a pas de politique claire en matière de libre-échange.» C'est le moins qu'on puisse dire.

Il suffit, monsieur le Président, de relire le colloque des libéraux de l'Ouest pour saisir que le représentant dans les questions commerciales du parti libéral, le représentant de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy), il suffit, dis-je, de lire des extraits de ce colloque tenu les 12 et 13 juillet. Il faut lire les

commentaires du sénateur Van Roggen qui n'est pas un sénateur conservateur. C'est une des personnes les plus éminentes dans les questions commerciales, sénateur libéral qui a participé au colloque animé par le représentant libéral de Winnipeg—Fort Garry.

Donc, le sénateur Roggen disait ceci: «Vous n'avez pas entendu d'exposé objectif à notre colloque. Vous avez reçu un appel à vos instincts les plus bas.»

Donc, je pense, monsieur le Président, que cette affirmation d'un sénateur libéral, une des éminences ici au Canada concernant les relations commerciales, fait perdre toute crédibilité au représentant libéral dans les questions commerciales, le représentant de Winnipeg—Fort Garry.

Le même sénateur continue et dit ceci:

«Le Canada fait maintenant partie d'un monde de plus en plus concurrentiel et protectionniste qui ne laisse plus le luxe de débattre et d'attendre indéfiniment avant d'agir. *Le statu quo*, chers collègues de l'Opposition officielle, c'est inacceptable et ce n'est pas la solution de l'avenir. Les perspectives économiques actuelles et futures du Canada sont liées inextricablement à celles des États-Unis que nous le voulions ou non et Ottawa ferait mieux de le réaliser et d'agir en conséquence.»

C'est ce que notre gouvernement fait, monsieur le Président, en négociant jour après jour des ententes importantes pour l'ensemble des provinces canadiennes et cette entente qui vient d'être signée illustre bien la façon dont notre gouvernement travaille. Nous étions évidemment habitués à un pays où les chicanes, où les tiraillements étaient érigés en système. Cela a changé depuis deux ans et demi. Et les résultats sont là pour le prouver.

Tout cela pour dire, monsieur le Président, que, dans le domaine des relations commerciales et dans le domaine économique, notre gouvernement n'a absolument pas de leçon à recevoir de l'Opposition officielle et particulièrement de son représentant en matière commerciale, le représentant de Winnipeg—Fort Garry qui n'est même pas en mesure dans l'Ouest de faire le consensus entre les libéraux sur la question des négociations sur la libéralisation du commerce avec les Américains.

Monsieur le Président, ils parlent beaucoup de souveraineté. La meilleure façon pour un pays d'assumer sa souveraineté c'est d'abord d'assumer le regain économique et si notre gouvernement ne l'a pas prouvé depuis deux ans et demi, souvenez-vous du record des libéraux. Au cours des cinq dernières années de leur mandat, 1 255 emplois par mois et pour le gouvernement, depuis deux ans et demi, 25 000 emplois par mois. Dans toutes les régions canadiennes, le taux de chômage n'arrête pas de décroître, monsieur le Président.

Et ça fait drôle d'entendre dans la bouche des libéraux parler de souveraineté, de protection de notre souveraineté, quand on sait si bien ce que cela représente dans le langage des libéraux toute la question constitutionnelle au Canada. Après avoir endormi les Québécois pendant 15, 20 ans, monsieur le Président, ils nous ont foutés dehors en 1982. Cela me fait aussi drôle de voir les représentants du Nouveau parti démocratique utiliser le mot souveraineté à toutes les sauces. J'ai bien hâte au prochain congrès du Nouveau parti démocratique pour voir jusqu'à quelles courbettes ils sont prêts à aller pour essayer d'acheter le vote des Québécois.